United Nations Development Programme

Empowered lives.
Resilient nations.

5 October 2018

Ref: 06/BIOFIN.II/2018/AWP/Madagascar

Subject: Authorization for Activity: BIOFIN Madagascar Country Work Plan and Budget, under UNDP-GEF global "Biodiversity Finance Initiative (BIOFIN) – Phase II", GL Unit: UNDP1, Atlas Dept: B0348, Project No: 00106358, Output no: 00110433

Dear Ms. Kakyomya,

Madagascar is part of the UNDP-managed Biodiversity Finance Initiative (BIOFIN) – Phase II, funded by the Government of Germany with a total allocation of USD 324,000. Following the approval of the multi-year Country Work Plan and Budget (AWP, Annex 1), as a sub-activity of the aforementioned project, your office is hereby authorized to charge Output 00110433 for up to the maximum amount of **US$ 300,000 in net programmatic resources**. This amount is inclusive of direct project costs (DPC) associated with implementation support services provided by the UNDP Country Office as approved by the Global BIOFIN Manager in the AWP. Any DPC above the approved amount should be justified and would need to be approved in advance by the BIOFIN Global Manager. Please note that an additional amount of 8 percent of the net programmatic resources (USD 24,000) will be charged against this output as General Management Service (GMS) expenses.

BIOFIN is being directly implemented (DIM modality) in all the selected participating countries, with set-up overseen by UNDP's global and regional Ecosystems and Biodiversity teams.

At national level, and following extensive consultations, your Country Office (CO) will be responsible for:

- Liaising with key government counterparts (Ministries or Departments of Finance, Environment, Planning, etc.) to ensure adequate hosting of the Initiative and establish a coordination mechanism that counts with Country Office representation and participation;
- Liaising with and facilitating reporting to the BIOFIN global and regional teams;
- Providing direct project support on ensuring national BIOFIN deliverables and processes;
- Secure and review submissions by the national team of the required technical reports. Reports should be in English and certified by the CO Focal Point and sent to the BIOFIN Manager.
- Prepare the required financial reports. Reports should be in English and certified by the CO Focal Point and sent to the BIOFIN Manager.

/...

Ms. Violet Kakyomya
Resident Representative
UNDP Madagascar

In this regard, we are pleased to delegate the spending authority to your office as per the approved Country Work Plan and in line with all relevant UNDP rules and regulations, policies and procedures. This authorization is effective immediately, and there is no need for separate authorization for individual Atlas expenditure by our global/regional offices.

The Authorised Spending Limit (ASL) will be issued in accordance with the AWP approved.

FOR EXPENDITURE: Kindly ensure that expenditures are charged as per the Chart of Account below and in line with the approved AWP:

Output	GL Unit	Unit	Fund	Dep.ID	Donor	ImpAg	Maximum Amount	Description
00110433	UNDP1	H70	28230	348xx	12711	As per AWP	**USD 300,000**	**Programme**
00110433	UNDP1	H70	28230	348xx	12711	As per AWP	**USD 24,000**	**GMS expenses**
Total Allocation:							**USD 324,000**	

As this is a global DIM project, the expenditure of the allocated amount at the CO level should also be carried out using DIM procedures. Annual Work Plans (including the budget) should be submitted to the BIOFIN Manager for clearance and approval. Budget approvals are not delegated to CO. Relevant supporting documentation should be maintained by your office as per the rules and regulations of UNDP and the donor, and made available in case of future Audit. Documentation should also be presented upon the request of UNDP Global Environmental Finance Unit.

This authorization is valid until 30 June 2021.

Thank you for your support and looking forward to our continued collaboration,

Sincerely,

Adriana Dinu
Executive Coordinator
UNDP Global Environmental Finance Unit

Cc: Ahunna Eziakonwa, Regional Director, Regional Bureau for Africa, UNDP
Marie Dimond, Deputy Resident Representative (Programme), UNDP Madagascar
Komenan Yacin Kouadio, Deputy Resident Representative (Operations), UNDP Madagascar
Sophie Nyirabakwiye, Teachnical Specialist/Environment, UNDP Madagascar
Midori Paxton, Head of Ecosystems and Biodiversity Programme, UNDP GEF, SD, BPPS, UNDP
Onno van den Heuvel, BIOFIN Manager, UNDP GEF, SD, BPPS, UNDP

ME N° 050 - MEDD

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

Ministère de l'Economie et des Finances
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Arrêté interministériel n° 11.048/2021
Portant création du Comité de Pilotage du projet Initiative pour la Finance de la Biodiversité (BIOFIN) Madagascar

LE PREMIER MINISTRE, Chef du Gouvernement,

- Vu la Constitution
- Vu la Loi n°97-017 du 08 août 1997 portant révision de la législation forestière
- Vu la Loi n° 2015-003 du 19 Février 2015 portant Charte de l'Environnement Malagasy actualisée;
- Vu la Loi n°2015-005 du 26 février 2015 portant refonte du Code de Gestion des Aires protégées;
- Vu le décret n°2015-1308 du 22 septembre 2015 fixant la Politique Nationale de l'Environnement pour le Développement Durable (PNEDD) ;
- Vu le decret n° 2016-128 du 23 février 2016 portant adoption de la Stratégie et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB) ;
- Vu le Décret N°2017-415 du 30 mai 2017 fixant les modalité et les conditions d'application de la Loi N°2015-005 du 26 février 2015 portant refonte du Code de Gestion des Aires Protégées ;
- Vu décret n° 2019-093 du 7 Mars 2019 fixant les attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ainsi que l'organisation générale de son ministère ;
- Vu le décret n° 2019-1407 du 19 juillet 2019 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2020-070 du 29 janvier 2020 modifié et complété par les décrets n°2020-597 du 4 juin 2020 et n°2020-997 du 20 août 2020 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2020-026 du 26 février 2020 modifié et complété par le décret n°2020-1154 du 16 septembre 2020 fixant les attributions du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;
- Vu la lettre N°1587/18/MEEF/Mi du 06 Juillet 2018 portant endossement du projet BIOFIN par Madagascar.

ARRETE

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier :Il est créé une structure chargée du pilotage du projet « Initiative pour la Finance de la Biodiversité – BIOFIN – à Madagascar dénommée « Comité de Pilotage du Projet BIOFIN » ci-après désigné « COPIL-BIOFIN ».
Le projet a pour objectif d'élaborer un plan de financement durable de la Biodiversité pour Madagascar.

La composition, les missions et attributions ainsi que l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le présent arrêté.

Titre II
MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Article 2 : Le COPIL-BIOFIN a pour principale mission d'orienter et d'appuyer la mise en œuvre du projet BIOFIN à Madagascar.

Il est le porteur des résultats du projet auprès des autorités compétentes.
A cet effet, il :

- veille à ce que le projet maintien son cap pour produire les résultats prévus dans le projet et dans le temps imparti ;
- promeutla participation des parties prenantes aux questions relatives aux dépenses en matière de biodiversité, aux coûts et à la mobilisation des ressources, ainsi qu'à toute autres questions liées à la biodiversité et au financement découlant du processus de consultation ;
- Soutient les évaluations du projet en cas de besoin.

Articles 3 : Le comité de pilotage est chargé de :

En termes d'orientation/ coordination :

- Appuyer la coordination dans la mise en oeuvre des activités du projet ;
- Appyuer la mise en cohérence effective des produits du projet avec les autres stratégies /programmes d'actions nationaux pour la lutte contre le changement climatique et le développement durable, strategie de financement pour le developpement;
- Véiller à ce que la politique environnementale et des finances publiques du gouvernement se reflète pleinement dans les documents produits dans le cadre du projet ;
- Prendre les dispositions qui s'imposent pour éviter les risques de conflits d'intérêts dans la mise en œuvre du projet ;
- Fournir les conseils et l'appui nécessaires pour le développement du projet.

En termes de supervision / validation /approbation

- Assurer la qualité des produits du projet ;
- Approuver les résultats et les rapports du projet BIOFIN à soumettre au Gouvernement et au PNUD ;;
- Examiner et approuver le plan de travail annuel
- Superviser l'avancement du projet et, approuver les principaux livrables, ainsi que d'autres instruments de planification et de mise en œuvre du projet sur proposition de l'équipe d'exécution ;
- Formuler des recommandations pour un bon avancement du processus ;
- Discuter des leçons apprises et réajuster l'approche au besoin ;
- Participer activement aux différents programmes d'évaluation et de suivi du projet ;
- Donner des recommandations pratiques et stratégiques lors des planifications techniques et financières et les revues du projet et veiller à ce que les recommandations soient adoptées ;
- Examiner et valider les éventuelles propositions de modifications apportées aux produits, aux activités, au budget de mise en œuvre du projet.

En termes d'appui de l'équipe du projet

- Assurer que l'équipe du projet ait accès aux données et informations disponibles dans le pays ;
- S'assurer que les informations sur le projet et ses travaux, notamment les produits finaux, sont partagées aux autorités locales et nationales, et aux autres parties prenantes ;
- Apporter les appuis nécessaires et adéquats suivant les besoins exprimés par l'équipe du projet ;

TITRE III
COMPOSITION

Article 4 : Le C0PIL-BIOFIN est composé des :

Au titre des Départements Ministériels :
- Secrétaire Général du ministère en charge l'Environnement, co-président du Comité ;
- Secrétaire Général du Ministère en charge des Finances, co-président du Comité ;
- Secrétaire Général du Ministère du Ministère en charge de l'Agriculture ou son représentant ;
- Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat ;
- Directeur Général du Tourisme auprès du Ministère en charge du Tourisme ou son représentant ;
- Direceur Général de l'Energie ou son représentant

Au titre des Fondations œuvrant dans le domaine de la Biodiversité :
- Directeur exécutif de la Fondation pour les Aires Protégés et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM), ou son représentant ;

Au titre du PNUD en tant que promoteur du projet :
- Le Représentant du Résident du PNUD ou son représentant

Au titre des Partenaires Technique et Financier œuvrant dans le domaine de l'Environnement (PTFE) :
- Un (01) Représentant de la plateforme des PTFE

Au titre du secteur privé
- Le Président du Groupement des Entreprises de Madagascar, ou son représentant

Au titre du secteur bancaire :
- Le gouverneur de la Banque Centrale ou son représentant

Au titre des Universités et organismes de recherches
- Un(01) représentants des organismes de recherches en Biodiversité,
- Un (01) représentant du Département de l'Economie, Faculté de l'Economie, de Gestion et de la Sociologie, Université d'Antananarivo
- Un (01) représentant de la Facultés des Sciences de l'Université d'Antananarivo

Article 5 : Les points focaux du projet BIOFIN auprès du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable sont membres à titre consultatif.

Article 6 : Chaque entité concernée s'organise afin de désigner son représentant dans le COPIL-BIOFIN.

TITRE IV
FONCTIONNEMENT

Article 7 : Les activités faites dans le cadre de la mission et des attributions du Comité de pilotage du projet BIOFIN sont des activités volontaires. Ainsi, aucune rémunération ne sera octroyée aux membres.

Article 8: Le Comité de pilotage se réunit régulièrement 2 fois par an en réunion ordinaire. Selon le besoin, des réunions extraordinaires « en fonction des besoins » peuvent être organisées.

Article 9 : Le COPIL- BIOFIN se réunit sur convocation de l'un des co-présidents, lequel détermine l'ordre du jour de chaque réunion.
Le coordonnateur du projet BIOFIN assure le secrétariat lors des réunions du COPIL-BIOFIN..

Article 10 : Dans le cadre de ses activités, le Comité de pilotage est appuyé par des Comités Techniques dont la composition et l'organisation seront définies par voie règlementaire.

TITRE V
DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 11 : Les dépenses relatives au fonctionnement du COPIL-BIOFIN relèvent du Programme des Nations Unies pour le Développement.

TITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Article 12 : Le présent arrêté interministériel sera enregistré au journal officiel de la République de Madagascar et communiqué partout où besoin sera.

Article 13 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent Arrêté sont et demeurent abrogées.

Article 14 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances et le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Fait à Antananarivo, le - 7 MAI 2021

P. LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT
Et par délégation

Le Ministre de l'Economie et des Finances

RANDRIAMANDRATO Richard

Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable

RAFIDIMANANA Baomiavotse Vahinala

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DES FINANCES ET DES AFFAIRES GENERALES
DIRECTION DU BUDGET
Service des Secteurs Productif et Infrastructure

Antananarivo, le 10 MARS 2020

Le SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
à
Monsieur Le REPRESENTANT RESIDENT ADJOINT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

N° 158 -2020-MEF/SG/DGFAG/DB/SSPI-sdr
Objet: Désignation du point focal du Ministère de l'Economie et des Finances au sein du Projet « Initiative pour le Financement de la Biodiversité – BIOFIN Madagascar.

Monsieur le Représentant Résident Adjoint,

J'ai l'honneur de vous communiquer le nom et les coordonnées du Point Focal auprès du Ministère de l'Economie et des Finances au sein du Projet « Initiative pour le Financement de la Biodiversité – BIOFIN Madagascar » :

Noms et Prénoms : FELANTSOA Miharivola Diadema

IM : 322 887

Fonction : Chef de Division / Service des Secteurs Productif et Infrastructure

Téléphone : 032 11 082 73

Email : felantsoad@gmail.com

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant Résident Adjoint, mes respectueuses salutations.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES SECRETARIAT GENERAL

RABARINIRINARISON
Rindra Hasimbelo

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

Le Ministre

Antananarivo le 09 JUN 2021

A

Onno van den Heuvel
Global Manager, the UNDP Biodiversity Finance Initiative (BIOFIN)
United Nations Development Programme
Onno.heuvel@undp.org

N° : 259 -2021/MEDD/Mi

Objet : Expression d'intérêt pour participer à l'Initiative mondiale pour la Finance de la Biodiversité (BIOFIN) – PHASE II Extension.

Monsieur,

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable est heureux d'apprendre que l'Initiative mondiale pour la Finance de la Biodiversité (BIOFIN) a été prolongée jusqu'en 2025 et que des financements supplémentaires, d'un total cumulé de US$ 319,220 seront disponibles pour continuer d'accompagner BIOFIN à Madagascar.

Ainsi, par la présente lettre, j'ai le plaisir de vous exprimer notre intérêt à participer à la phase 2 de l'Initiative mondiale pour la Finance de la Biodiversité 2021-2025.

Cette prolongation permettra de mettre en œuvre les solutions de financement de la biodiversité, qui sont actuellement en train d'être identifiées au sein de la phase 1 du programme BIOFIN-Madagascar.

Afin de faciliter la communication, l'agent dénommé ci-dessous est désigné comme interlocuteur du MEDD pour la partie Environnement dans la mise en œuvre du projet BIOFIN-Madagascar :

-Madame **ANDRIAMBALOHERY Zo Hanitry Ny Ala**,
Directeur du Mécanisme de Financement Durable
Contact : + 261 34 57 033 02 Mail : zohanitriniala@gmail.com

Veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

RAHARINIRINA Baomiavotse Vahinala

CRR Review Report

Country: Madagascar

Programme period (as funded by Phase II and/or Phase II Extended funds): November 2019 to December 2025

Period covered by CRR: January to June 2022

TABLE OF CONTENTS

General observations and recommendations on the CRR (narrative + ITT) 1

Specific observations and recommendations on the ITT 2

Programme-wide tab 2

FS 1: Results-Based Budgeting 4

General observations and recommendations on the CRR (narrative + ITT)

1. Good, succinct CRR narrative, largely focused on results and insights (which is excellent). Some points to consider for improving the narrative in future reports:

    1.1. in one instance, text under one result area belongs under a different result area (see comment made in document);

    1.2. if possible, all mentioned risks should be accompanied by a mitigation measure (see comment made in document); and

    1.3. photo credits should be provided for all images in the document, and the figure heading format provided in the template should ideally be used for all photos (this will help the global team ensure consistency across all the country reports).

2. Great work on the ITT. There is still a bit more to be done (per the feedback that follows in this report), and we apologize if the instructions shared in webinars and previous documents did not provide adequate guidance to enable you to go all the way. Some of the recurrent issues/comments are listed below (and see also the indicator-specific assessments and comments provided further down in this document):

    2.1. the baseline year for each indicator should typically correspond with the just-before-starting point of the programme (i.e., the year preceding that in which the programme was initiated or, if the programme was initiated late in the year, the same year in which the programme was initiated; alternatively, the closest preceding year for which data on the indicator are available). In Madagascar's case, since the programme started in November 2019, the baseline year for most, if not all indicators, should be 2019, unless there are specific reasons that justify making a different year the baseline year (in which case those reasons should be noted under the 'Remarks' column);

2.2. ensure that all indicators have targets for each year of the country programme (unless targets have not yet been established, in which case note 'tbd' and then plan to establish targets as soon as possible), and verify that the targets are formulated in the unit of measure that is indicated under the 'unit of measure' column;

2.3. ensure that the actual values reported (in the 'Actual – [year]' columns) are based on real data. If there are no data (e.g., if data collection was not done), then insert 'data not available';

2.4. ensure that all indicators are fully documented, including definitions (which are often missing for FS-specific indicators that are not common indicators).

Specific observations and recommendations on the ITT

Programme-wide tab

Indicator name	SMART assessment[1]	Comments
Number of people directly supported by BIOFIN through networking and training to finance biodiversity	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 above). **Other comments**: Ideally, the values reported against each indicator should be disaggregated, but since it is cumbersome to do so in Excel format this is not a requirement (and thank you for noting the disaggregations in the narrative part of the CRR). In future reporting in the online system, the table will allow for the disaggregations to be noted.
Percentage of BIOFIN event participants who rate the event as having been a significant learning experience	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 above). **Other comments**: **(i)** Fyi, a data collection tool (in the form of a survey) for this common indicator will be provided to you by the global team as soon as it is finalized. **(ii)** A value of 0% is noted as the actual for 2022. If a survey was done and the result is truly 0%, this is fine; however, if 0% was inserted as a placeholder of sorts because there no survey was done, then rather note 'n/a'. Why? Because only

[1] **Reminder**: the SMART mnemonic stands for **s**pecific, **m**easurable, **a**chievable, **r**elevant, and **t**imebound (for more details, see the record of the workshop-style webinar on SMART indicators, you can access the recording directly here, or you can find it in the shared BIOFIN Community of Practice folder under Documents → BIOFIN M&E System 2.0 → B. Guidance → Webinar series on M&E system → Session 5 – Workshop on SMART indicators).
Note: if a letter is in red, that indicates that there is an issue with that particular SMART criterion; the 'A' of the SMART mnemonic was not typically assessed by the M&E team (as it is up to the country team to decide in collaboration with the TA/STA and global programme management).

Indicator name	SMART assessment[1]	Comments
		values based on actual data should be reported as actuals, i.e., a '0' must be a measured zero, not a substitute for indicating that no data collection was done.
Number of validated BFPs	SMART	**A**: Regarding the targets, each BIOFIN country will typically only have 1 as the target for this indicator for each year of the programme, as only 1 BFP is expected/achievable; therefore, please clarify the targets of '4'. **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 above and, regarding the value of the targets, themselves, see comment directly above related to '**A**'). **Other comments**: Since the BFP is not yet finalized and validated, the value of '2' that's reported as the 'Actual – 2021' and 'Actual – 2022', is not theoretically feasible.
Number of finance solutions identified	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 above). **Other comments**: (none)
Number of FS-specific pro-biodiversity finance policy documents and mechanisms adopted	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 above). **Other comments**: (none)
Level of institutionalization of the BIOFIN process in BIOFIN countries' organizational frameworks	SMART	**T**: Consider making 2019 the baseline year (see general observation 2.1 above). **Other comments**: The scoring for this indicator should be the sum of the individual scores assigned to each relevant element in the scoring index (adding up to a maximum total of 21). Our apologies that the guidance was not crystal clear on this! Please update the targets and actuals accordingly.
Volume of private and/or public finance	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)**, if possible, adding targets for all the years of the

Indicator name	SMART assessment[1]	Comments
leveraged for biodiversity purposes		country programme (see general observations 2.1 and 2.2 above). **Other comments**: (none)

FS 1: Results-Based Budgeting

Indicator name	SMART assessment[2]	Comments
Number of people directly supported by BIOFIN through networking and training to finance biodiversity Original indicator from the FS proposal: Number of stakeholders with increased knowledge on the specific finance solution by participating in trainings, workshops, etc. (disaggregated by gender).	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1). **Other comments**: The original indicator is appropriately aligned with global indicator – perfect.
Percentage of BIOFIN event participants who rate the event as having been a significant learning experience	SMART	**T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1). **Other comments**: **(i)** Fyi, a data collection tool (in the form of a survey) for this common indicator will be provided to you as soon as it is finalized. **(ii)** A value

[2] **Reminder**: the SMART mnemonic stands for **s**pecific, **m**easurable, **a**chievable, **r**elevant, and **t**imebound (for more details, see the record of the workshop-style webinar on SMART indicators, you can access the recording directly here, or you can find it in the shared BIOFIN Community of Practice folder under Documents → BIOFIN M&E System 2.0 → B. Guidance → Webinar series on M&E system → Session 5 – Workshop on SMART indicators).
Note: if a letter is in red, that indicates that there is an issue with that particular SMART criterion; the 'A' of the SMART mnemonic was not typically assessed by the M&E team (as it is up to the country team to decide in collaboration with the TA/STA and global programme management).

Indicator name	SMART assessment[2]	Comments
		of 0% is noted as the 'actual for 2022'. If a survey was done and the result is truly 0%, this is fine; however, if 0% was inserted as a placeholder of sorts because there no survey was done, then rather note 'n/a'. Why? Because only values based on actual data should be reported as actuals, i.e., a '0' must be a measured zero, not a substitute for indicating that no data collection was done.
Number of validated BFPs	**SMART**	**Comments**: Apologies for having placed this common indicator in the FS-specific tabs when it should only have appeared in the programme-wide tab! Please disregard the indicator (it has now been deleted). No need to do anything further with this indicator in this particular tab.
Number of finance solutions identified **Original indicator from the FSP**: Modalities and procedures guidelines for RBB developed, adopted and applied	**SMART**	**Comments on the common indicator**: Apologies for having placed this common indicator in the FS-specific tabs when it should only have appeared in the programme-wide tab! Please disregard the indicator (it has now been struck through). No need to do anything further with this indicator in this particular tab. **Comments on the original indicator from the FSP**: Given what is noted in the above paragraph, this original indicator, which had been aligned with the '*Number of finance solutions identified*' common indicator, is now in its own individual row. See the SMART assessment and the feedback provided in the row below.
Original indicator from the FSP: Modalities and procedures guidelines for RBB developed, adopted and applied	**SMART**	**S**: Formulate indicator name to be specific, e.g., 'Number of modalities…'. **S/M**: Formulate a clear and precise indicator definition (see the guidance for 'definition' in the explanatory notes tab of the ITT). **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1). **Other comments**: (none)

Indicator name	SMART assessment[2]	Comments
Number of training modules developed and delivered	**SMART**	**S/M**: Formulate a clear and precise indicator definition (see the guidance for 'definition' in the explanatory notes tab of the ITT). **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1). **Other comments**: Well done in terms of applying the correct output area to this indicator.
Communication strategy developed: Consultation workshops (regional and national level) in budget formulation	**SMART**	**S**: Formulate indicator name to be specific as it is not clear what you are trying to measure. (Are you wanting to count the number of consultation workshops? Or perhaps you want to reflect a targeted period by which the communication strategy should be developed? Or something else? It is not clear.) **S/M**: Formulate a clear and precise indicator definition (see the guidance for 'definition' in the explanatory notes tab of the ITT). **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1). **Other comments**: Well done in terms of applying the correct output area to this indicator.
Number of FS-specific pro-biodiversity finance policy documents and mechanisms adopted Original indicator from the FS proposal: Number of budget proposals developed based on RBB approach	**SMART**	**S/M**: Formulate a clear and precise indicator definition (see the guidance for 'definition' in the explanatory notes tab of the ITT). **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1). **Other comments**: It is not clear whether the original indicator from the FS proposal is well aligned with the common indicator (see the definition of this common indicator). Why? Because at the intermediate outcome level, which is the level at which the original indicator has been inserted, we're mainly interested in what key actors in the country have done with BIOFIN team outputs and, in this case, it is not clear whether the budget proposals mentioned in your indicator were developed by the BIOFIN team and then

Indicator name	SMART assessment[2]	Comments
		adopted by the country government, or developed by the country government itself. If the former, then great, the original indicators have been perfectly aligned and should be left as is; if the latter, then the original indicators should move to output area 1.4. (All this relates back to making the indicator SMARTer so that what the indicator is measuring is clear.)
Level of institutionalization of the BIOFIN process in BIOFIN countries' organizational frameworks	**?**	**Other comments**: With the 'n/a' noted under baseline year and baseline value and the blank target and actual cells, are you communicating that this particular common indicator will not be measured for the RBB finance solution? If so, that is not a problem, but per the guidance provided please make your intention clear (by striking the text through or highlighting the indicator red).
Volume of private and/or public finance leveraged for biodiversity purposes Country-specific version: Resources aligned to benefit biodiversity conservation or sustainable use / Increase of budget allocation for the ministry	**SMART**	**S**: Formulate the country-specific version of the indicator name to be specific, e.g., 'Value of the biodiversity conservation budget' or whatever the actual case might be. **S/M**: Please **(i)** reinsert the common indicator's definition that had already been there, and **(ii)** add to it to reflect the country programme-specific details, which should be formulated as clearly and precisely as possible (see the guidance for 'definition' in the 'explanatory notes' tab of the ITT), e.g., since a ministry of mentioned, specify which ministry (and, by the way, consider whether biodiversity conservation funds might be made available via other ministries that would be worth including). **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year (and, whether it is 2019 or another year, ensure that there is only one baseline year, not two as shown) and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1 of this document) and that they (the targets) reflect the indicator's unit of measure (in this case, should be in 1000s of USDs and not a % increase). **Other comments**: (none)
Estimated resources aligned to benefit biodiversity conservation or sustainable use from	**SMART**	**S**: Formulate indicator name to be specific (i.e., what exactly is being measured, the value of the budget allocated for biodiversity conservation?, something else?, it is not clear). If you are measuring the same phenomenon as the indicator in the ITT row just

Indicator name	SMART assessment[2]	Comments
the closure of project until 2030		above but you want the targets to go up to 2030, then simply add a column for 2030 to that indicator and put the estimated value there as the target. **S/M**: Formulate a clear and precise indicator definition (see the guidance for 'definition' in the explanatory notes tab of the ITT). **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1) and add a column for 2030. When you add the targets, ensure that they are aligned with the indicator's unit of measure (e.g., in this case, if you are trying to measure the percent of the budget that is allocated to biodiversity conservation and sustainable use, then each target should represent the percent budget allocated to biodiversity conservation or sustainable use, and not the percent increase or decrease; alternatively, change the indicator name and definition to make them reflect the change in budget allocation and then it would be appropriate to mark percent increase/decrease as targets). **Other comments**: (none)
Estimated increased financial delivery of existing funds from the closure of the project until 2030	**SMART**	**S**: Formulate indicator name to be specific (reminder from the webinar on SMART indicators: indicator names should not include the desired (or undesired) directionality like 'reduced', 'increased', etc., the names should simply precisely state what is being measured, and we'll see the desired directionality when we see the increasing or decreasing target values). **S/M**: Formulate a clear and precise indicator definition (see the guidance for 'definition' in the explanatory notes tab of the ITT). I think I understand 'realization' of the budget, but perhaps 'budget execution' would be clearer, and please insert the formula to be used to calculate the budget execution rate, e.g., value of budget committed divided by value of budget allocated, expressed as a percentage. **T**: Consider **(i)** making 2019 the baseline year and **(ii)** adding targets for all the years of the country programme (see general observations 2.1 and 2.2 on page 1), and add a column for 2030.

Indicator name	SMART assessment[2]	Comments
		Other comments: (none)